

N°ARR23\_0357

SAGT//



## ARRETE DU MAIRE

\*\*\*\*\*

### **ARR23\_0357 - Arrêté réglementant la consommation de boissons alcoolisées sur le territoire de Montigny-lès-Cormeilles**

Le Maire de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-2,

Vu le Code pénal et notamment les articles R.610-5 et R.623-2,

Vu le Code de procédure pénale et notamment son article R.48-1 9°),

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de santé publique et notamment ses articles L.3131-1, L.3332-13, L.3341-1 et suivants, L.3353-1 à L.3353-6 et L.6122-9-1 ainsi que les articles R.3353-1 à R.3353-5-1,

Vu l'article 95 de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2009 relatif aux bruits de voisinage et notamment son article 6,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-49 en date du 23 janvier 2018, notamment dans son article 12 qui permet au maire dans le cadre de ses pouvoirs de police de prendre pour la commune des mesures plus restrictives,

Vu l'arrêté municipal n° AR.2022.485 du 28 novembre 2022,

Considérant que la consommation de boissons alcoolisées en réunion dans certains endroits de la commune favorise et occasionne régulièrement des troubles à la tranquillité publique (bruits et rixes),

Considérant les diverses doléances des riverains transmises au Maire conjuguées aux interventions des services de police nationale et municipale suite à ces désordres (consommation d'alcool sur l'espace public et ivresse publique et manifeste),

Considérant le ramassage récurrent des verres brisés, plastiques, et canettes d'aluminium dans certains espaces publics,

Considérant les troubles et atteintes à la tranquillité et au bon ordre publics générés par les attroupements, les conversations de clients, les bruits y compris les bruits de voisinage, dus notamment à la consommation d'alcool,

Considérant qu'outre le fait que l'ivresse publique est une infraction punie par la loi, le Maire peut aussi réglementer et limiter dans le temps et l'espace la consommation d'alcool sur l'espace public,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la consommation de boissons alcoolisées est interdite tous les jours et à toutes heures sur l'espace public,

**ARTICLE 2** : cette interdiction est effective dans l'enceinte des aires de jeux, parcs, parkings publics et au sein des espaces publics suivants : place de l'église Saint-Martin, quartier de la Gare et de la Croix blanche (rues de la gare, John-Lennon, résidence de la gare, avenue de la libération, avenue du général de Gaulle, rue Simone-Veil, rue des Maréeux, avenue Fernand-Bommelle, impasse et rue de la croix blanche et toutes les rues environnantes, place Lucy), parvis Picasso (rue Guy-de-Maupassant, avenue Aristide-Maillol, rue Vincent-Van-Gogh).

**ARTICLE 3** : les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté est effectif jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2024 inclus.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux municipaux par le service compétent.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Commissaire de police et tous les agents de la force publique (police nationale, municipale, intercommunale) sont responsables, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7** : l'ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Val Parisis,
- Monsieur le Préfet du Val d'Oise,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Argenteuil,
- Monsieur le Commissaire de Police d'Ermont,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de Montigny-lès-Cormeilles,
- Madame la Directrice Générale des Services,

**ARTICLE 8** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit hiérarchique auprès de Monsieur le Préfet du Val d'Oise, dans les deux (2) mois suivant sa mise en ligne sur le site de la commune. Il peut être contesté par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, dans le même délai.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,  
le 30 novembre 2023

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé à l'encontre du présent arrêté pendant un délai de deux mois à partir de la date la plus tardive parmi :

- la date de réception en sous-préfecture d'Argenteuil
- la date de sa publication sur le site internet de la Commune
- ou à compter de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé auprès de Monsieur le maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui commencera à courir à nouveau soit à compter de la notification de la réponse de Monsieur le maire, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse dans ce délai.

Mis en ligne sur le site de la ville le : 08/12/2023

Jean-Noël CARPENTIER,  
Maire

